

## Communiqué de presse – 19 décembre



### PLF 2026 : le mauvais feuilletton doit s'arrêter

Paris, le 19 décembre 2025 – À la suite du blocage issu de la Commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances 2026, le Centre des jeunes dirigeants (CJD) exprime à la fois son inquiétude et sa colère face à une situation qui fragilise une nouvelle fois la confiance et la visibilité dont ont besoin les entreprises pour agir.

Le CJD appelle à un sursaut de responsabilité chez nos élus : les manœuvres politiciennes qui empêchent l'adoption de décisions attendues par les entrepreneurs et les citoyens ne sont plus acceptables.

Combien d'entreprises vont devoir sacrifier les projets et geler les embauches du fait de ce report sine die du projet de loi de finances ? Comment savoir où investir alors que l'ensemble de la commande publique va être une nouvelle fois mise sur pause pour une période indéterminée ?

Dans une période de fortes tensions économiques et sociales, la clarté budgétaire et la stabilité sont des conditions vitales pour préserver l'activité et l'emploi.

**Mathieu Hetzer, président du CJD, réagit :**

« Nous sommes en colère de voir les intérêts de court terme prendre le pas sur l'intérêt général. Quels que soient les équilibres politiques à l'œuvre, les entrepreneurs demandent des règles claires et un État capable d'assumer sa responsabilité dont la première est de trouver un compromis démocratique sur notre budget. **Notre pays ne peut plus se permettre ces blocages répétés, les méthodes doivent impérativement changer.** »

À l'heure où la colère monte de toute part dans le pays, nous avons besoin de retrouver les conditions d'une économie sereine, au sein d'une démocratie apaisée.

---

**Contact presse : Laurène Collard, directrice influence**

 [laurene.collard@cjd.net](mailto:laurene.collard@cjd.net) - 06 15 26 35 95

---

### A PROPOS DU CJD

Le CJD (Centre des Jeunes Dirigeants) est une association indépendante et apaisane qui, depuis 1938, rassemble des dirigeant·e·s de TPE PME partageant une vision commune de l'entreprise. Créé pour réhabiliter la fonction patronale, le CJD compte aujourd'hui plus de 6 000 chef·fe·s d'entreprise et cadres dirigeant·e·s en France qui se forment au métier de « dirigeant-entrepreneur ». Mouvement indépendant et en expérimentation constante, le CJD croit que la performance de l'entreprise ne doit pas être considérée sous son seul aspect économique, mais doit être abordée sous ses aspects sociaux, sociétaux et environnementaux.